

## Commission du développement durable

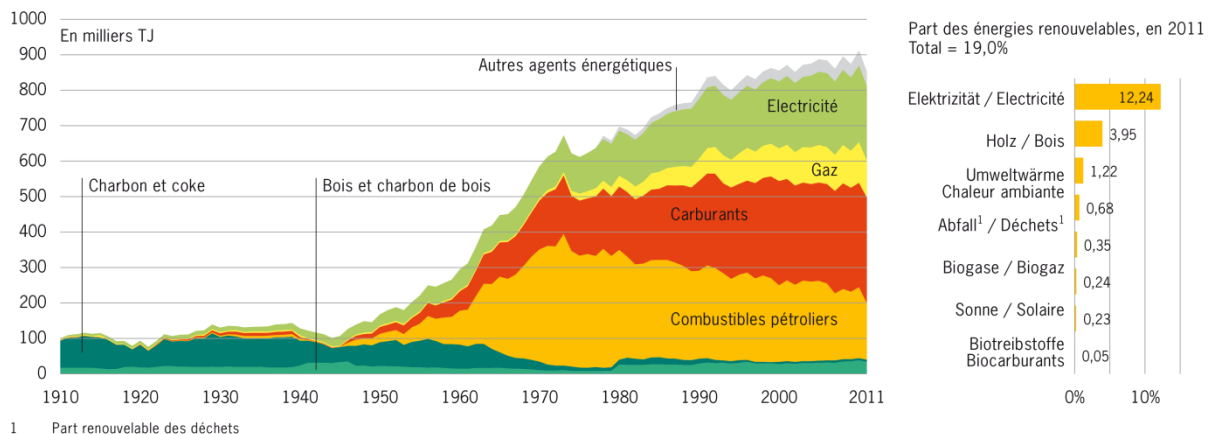
**Note au comité directeur du PSG selon mandat du 25 septembre 2013 demandant à la Commission du développement durable de préparer une position du PSG sur le thème : rentabilité et approvisionnement énergétique.**

### 1. Situation actuelle

La Suisse importe 80% de l'énergie dont elle a besoin

La situation de dépendance énergétique de la Suisse auprès de pays tiers n'est pas une exception. A l'avenir, ce qui va différencier les stratégies énergétiques des Etats, ce sont les politiques qui vont respectivement considérer les composantes et facteurs suivants : la qualité des ressources, leur durabilité, leurs conséquences économiques, sociales, et environnementales. La corrélation entre l'augmentation de la population (9,6 mia en 2050) et l'augmentation de la consommation d'énergie n'est pas remise en question, bien au contraire. Elle implique la demande croissante des pays émergents.

Consommation finale d'énergie par agent énergétique



Chiffres pour la Suisse, source : Office fédéral de la statistique

Les ressources énergétiques les plus répandues sont d'origines fossiles et représentent 66,1 % de la consommation totale en 2012 en Suisse (pétrole et gaz). Aucune de ces ressources n'est disponible dans notre pays, à l'exception du gaz, conventionnel ou non, pas encore exploité.

En ce qui concerne la production d'électricité (24,1 % du flux énergétique en 2012), les centrales hydroélectriques fournissent environ 54% de la production indigène et les centrales nucléaires du pays 41% de l'énergie électriques.

En ce qui concerne la part des énergies renouvelables, majoritairement hydraulique, elle est passée de 15,8 % en 1990 à 19% aujourd'hui. La part des nouvelles énergies renouvelables (NER) reste pour le moment négligeable en Suisse, contrairement à des pays tels que l'Allemagne ou l'Espagne.

La consommation par habitant a diminué de 8,3% depuis les années 1990, mais l'augmentation de la population a fait augmenter la consommation totale d'énergie de 6,7%.

L'ensemble de notre modèle économique repose sur l'exploitation et la transformation de matières premières prises dans la nature sans considération pour leur caractère limité et non renouvelable pour la plupart. Ce modèle n'est pas viable dans son postulat de base puisqu'il s'est construit sur la prétention de ressources naturelles illimitées et bon marchés. L'énergie nucléaire alimente également cette fausse croyance.

Aujourd'hui, le négoce et l'extraction des matières premières engendrent de la corruption et du blanchiment, des violations des droits humains, des situations de guerre et des impacts néfastes sur l'environnement. Selon la Déclaration de Berne, les recettes qui découlent du commerce de transit de matières premières en Suisse ont été multipliées par plus de 14 entre 2001 et 2011 pour atteindre aujourd'hui 19,8 milliards de francs. Bien qu'elles contribuent à hauteur de 3,4 % du PIB suisse, la DB insiste sur le fait que les retombées de ce secteur sur les collectivités est modeste car il bénéficie de régimes fiscaux spéciaux.

Des politiques énergétiques dépendront les climats sociaux et économiques. Il est fondamental pour le parti socialiste de faire de ces questions un enjeu particulièrement sensible où la régulation doit permettre aux pouvoirs publics de reprendre la main. La politique énergétique est par ailleurs un signal fort en matière de choix de société.

En plus d'une politique déterminée en matière d'économie d'énergie, il nous faut donc soutenir fortement la recherche d'alternatives en matière de sources énergétiques, mais également des moyens de lutter contre les pollutions globales qui vont elles aussi augmenter.

## **2. Positionnement du PSG**

L'énergie doit être définie comme un bien commun replacé au cœur des décisions collectives. La stratégie énergétique doit s'affranchir d'une logique strictement commerciale et de rentabilité. Les acteurs, qu'ils soient privés ou en mains publics (c'est notamment le cas pour l'électricité) ne se sont pas montrés responsables dans la manière de traiter les ressources de la nature. Ils n'ont pas souhaité prévenir les impacts sociaux et environnementaux et assurer la durabilité de l'approvisionnement. Il nous faut imposer une véritable mission d'intérêt général aux fournisseurs d'énergie où la rentabilité ne saurait être la seule clé. En effet, il y a aujourd'hui une très forte distorsion de concurrence entre énergies sales et durables. Il n'est plus acceptable de payer moins cher une énergie où les externalités ne sont pas intégrées, alors que la seule option laissée au consommateur est de payer plus cher pour promouvoir les énergies renouvelables. Nous nous trouvons à un carrefour important où les investissements dans la recherche et des actions de sensibilisations auprès du public sont essentiels.

### **3. Propositions**

#### **Réduire sensiblement la consommation énergétique**

La problématique des économies d'énergies exige un discours clair. Elle ne sera qu'un leurre si l'on se refuse à faire le lien entre économie d'énergie et remise en question de la société de consommation. En France, des quartiers durables ont été analysés et il a été constaté que la consommation énergétique ne diminuait pas, au contraire. Pourquoi ? Parce que ce qu'on économise sur sa facture de chauffage, on s'en sert pour acheter un sèche-linge ou partir en vacances en avion. On comprend que le problème est moins la consommation énergétique des biens matériels, mais le nombre de ceux-ci dont nous sommes de plus en plus dépendants. Le discours de l'économie d'énergie à lui seul ne suffit pas et il faudra donc trouver des solutions pour que notre discours soit compris malgré le fait qu'il va l'encontre du modèle ultra-dominant. La crainte de s'attaquer frontalement à ce dernier par souci électoraliste est un problème que nous ne pouvons éluder en tant que socialiste.

#### **Un mandat clair pour les SIG**

Réaffirmer le rôle des SIG comme acteur de la transition énergétique, en tant que service public. Assurer le financement de ce qui est peu ou pas rentable, mais d'intérêt public, de façon pérenne par un mandat de prestations de l'Etat.

Fixer aux SIG des objectifs quantitatifs en matière d'usage rationnel de l'énergie, de chauffage à distance, de géothermie, de production thermique et électrique solaire sur le territoire genevois ou à l'extérieur de celui-ci et éolien.

#### **Investir dans la recherche afin de poursuivre un objectif d'indépendance énergétique**

Il faut non seulement assurer et financer la transition énergétique, mais accroître les investissements et les réalisations dans la recherche indépendamment des résultats financiers des SIG.

Promouvoir l'assainissement énergétique du parc immobilier genevois à travers une fondation publique (cf. motion 2086)

#### **Inverser la logique qui consiste à payer moins cher les énergies polluantes et non renouvelables**

Cette situation est plus que dangereuse car elle installe une distorsion majeure sur le marché. D'une part elle permet à l'illusion du bas coût de l'énergie de perdurer. D'autre part, elle décrédibilise le discours qui vise à un usage rationnel de l'énergie et se défaire du fossile et de l'atome.

#### **Thématiser à l'intérieur du parti la problématique de l'augmentation de la consommation**

Le développement économique et son corollaire de l'augmentation de la consommation de biens matériels ou de l'énergie bousculent systématiquement les valeurs de notre parti. Nous devons clarifier notre vision de l'avenir sur cette thématique centrale et l'imposer dans tous les débats.

Commission du développement durable du PSG

12 décembre 2013